



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 112 du 3 novembre 2019

Au sommaire :

- Contre la hargne anti-ouvrière et antimusulmans, l'action collective et démocratique des travailleurs
- Trump, le chaos du capitalisme mondialisé à la Maison blanche - Yvan Lemaitre

Contre la hargne anti-ouvrière et antimusulmans, l'action collective et démocratique des travailleurs

Lundi dernier, le 28 octobre, la mosquée de Bayonne a été l'objet d'un attentat. Un ancien candidat du FN en a dynamité l'entrée puis il a tiré sur deux personnes qui en sortaient, les blessant gravement. Il a ensuite incendié une voiture dont le propriétaire a failli mourir.

Le lendemain, une majorité de sénateurs votait une proposition de loi d'un élu de la droite LR consistant à interdire le port d'insignes religieux, dont le voile, aux mères d'élèves accompagnant les sorties scolaires. Une façon de donner raison à l'élu du RN qui avait apostrophé et humilié publiquement, en pleine séance du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, une mère d'élève portant un foulard qui accompagnait la sortie à laquelle participait son fils.

Le « en même temps », ou le double jeu pervers de Macron

Tout le monde politique, y compris Le Pen, a condamné l'attaque de Bayonne mais jusqu'à ce jour, il n'a pas été question de la qualifier d'« attentat terroriste ». Quant aux autres manifestations de racisme à l'égard des musulmans, Macron et ses ministres les ont désavouées mais comme si elles n'étaient qu'excessives, « contre-productives » a déclaré Blanquer à propos de la proposition de loi votée par le Sénat, après s'être signalé en disant « *le voile n'est pas souhaitable dans la société* ». Bien plus, Macron et son gouvernement ont préparé le terrain, suscité la surenchère du côté de la droite et de l'extrême droite en même temps qu'ils prétendent les combattre. N'est-ce pas Macron lui-même qui s'était empressé d'ouvrir un débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale, sous le cynique prétexte de répondre aux prétendues préoccupations des Gilets jaunes ? Et maintenant, son Premier ministre, Philippe, d'annoncer la mise en œuvre de ce débat en rendant plus difficiles, entre autres, l'accès à l'aide médicale d'État (AME) pour les étrangers et le regroupement

familial pour les immigrés... Et Macron de s'épancher sur tous ces problèmes dans une interview de 12 pages accordée au magazine de la droite la plus réactionnaire, Valeurs actuelles !

Non une simple diversion mais une politique de classe lucide

Macron se pose en rempart contre l'extrême droite et en distille en même temps tous les préjugés les plus réactionnaires, tout à fait consciemment. Cela fait partie de la guerre de classe qu'il mène contre les travailleurs et toute la population pour le compte des multinationales et des classes privilégiées. Il espère diviser les travailleurs entre eux, étouffer leur lucidité et leur conscience par le poison du racisme, pour nous imposer la baisse des salaires, de la protection sociale, la dégradation des services publics.

Ce 1^{er} novembre, entre en vigueur la première partie de la réforme de l'assurance-chômage qui durcit encore les conditions ouvrant les droits à l'indemnisation. Il faudra avoir travaillé 6 mois sur 28 au lieu de 4 mois sur 26 pour y accéder et, pour recharger ses droits, il faudra une nouvelle période de 6 mois contre un mois aujourd'hui. La moitié des personnes indemnisées, 1,3 million, verra ses droits réduits ou supprimés alors que déjà, 2,7 millions de travailleurs au chômage seulement, sur les 6 millions inscrits à Pôle emploi, sont indemnisés. Le gouvernement veut ainsi économiser 3,4 milliards d'ici à la fin 2021.

La démocratie, c'est l'action collective des travailleurs

A la SNCF, les cheminots du dépôt de maintenance des TGV ouest à Châtillon se sont mis en grève, sans préavis ni mot d'ordre syndical, lorsque leur direction leur a annoncé qu'elle allait leur enlever 12 jours de congés par an.

Dans les hôpitaux, après des annonces dérisoires du gouvernement au regard des besoins, la grève continue

à s'étendre, dans tous les services et toutes les régions. Le collectif inter-hôpitaux et l'intersyndicale appellent à une journée de grève et de manifestation nationale le 14 novembre pour des créations de postes et des augmentations de salaires.

Avec la réforme des retraites, les revenus de tous les travailleurs seront amputés de l'équivalent de plusieurs années de salaire sur toute leur vie. La grève du 5 décembre contre cette réforme est maintenant appelée par quasiment tous les syndicats dans tous les secteurs. C'est sous la pression des salariés en lutte, dans les transports, la santé, et du mécontentement général que les directions syndicales se sont vu contraintes d'appeler à ce qu'elles-mêmes nomment une « première journée » de grève in-

terprofessionnelle. La révolte, l'organisation démocratique des luttes ont mis hors jeu le « dialogue social » qui n'est qu'un jeu de dupes. La journée du 5 décembre peut devenir le point de départ d'une grève reconductible, comme les salariés de la RATP qui en ont été à l'initiative, mais aussi des cheminots, veulent le faire, une étape vers l'affrontement général nécessaire pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive anti-ouvrière du gouvernement, imposer les revendications qui répondent aux besoins de la population, étouffer la campagne raciste par l'affirmation de la solidarité de tous les travailleurs, quelles que soient leurs origines et leurs convictions philosophiques ou religieuses.

Trump, le chaos du capitalisme mondialisé à la Maison blanche

« *Merci à tous, c'était un grand jour pour notre pays* » déclarait Trump pour conclure sa conférence de presse, dimanche dernier, au sujet de l'élimination par l'armée américaine de Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'État islamique. Ce dernier avait proclamé en juillet 2014, à la mosquée Al-Nouri à Mossoul, le « *califat* » de l'EI sur les territoires conquis en Irak et en Syrie, califat aujourd'hui démantelé. « *C'était comme regarder un film* » s'est enthousiasmé Trump avec un contentement où se mélangent l'abject et le cynique, l'infantile et le ridicule, une vide fatuité. Et de fanfaronner « *Personne n'est hors de notre portée [...] Ces monstres sauvages n'échapperont pas à leur destin et au jugement final de Dieu* ». Affichant son mépris de ses propres alliés, pêle-mêle il « *remercie les Kurdes de Syrie pour l'aide apportée dans cette dangereuse mission [...] La Russie a été super, l'Irak a été excellent. Nous avons eu une excellente coopération. [...] La Turquie a été géniale, nous avons survolé un bout de leur territoire, ils n'ont posé aucun souci...* » et cela deux semaines après qu'il a décidé le retrait des troupes américaines qui a laissé le champ libre à la Turquie pour bombardier les Kurdes, trahis.

Cette sinistre mise en scène politique mondialisée ne répond pas seulement aux besoins de politique intérieure de Trump, un an avant l'élection présidentielle, alors que la procédure de destitution dont il est l'objet vient de prendre un tour qui le déstabilise. Elle donne à voir au monde entier la politique des USA. Elle voudrait camoufler en tactique géniale les conséquences dramatiques que le retrait des troupes américaines en Syrie a eues pour les Kurdes tout en permettant à Daesh de reprendre du terrain alors que la Russie et la Turquie consolident la dictature d'Assad. Elle fait d'une trahison une politique victorieuse, Trump peut dire à son tour comme Bush ou Obama avant lui, mission accomplie !

Afficher ainsi un tel degré d'aveuglement et de décomposition morale en dit long sur le niveau de pourrissement des sommets dirigeants et capitalistes de la plus grande puissance mondiale.

Le terrorisme d'État et le mépris des peuples nourrissent Daesh

L'aveuglement, le bluff auto-satisfait dont Trump fait preuve n'a pas grand rapport avec la réalité. La mort du chef de l'EI, qui a peu après été remplacé, pas plus que la fin du califat, ne signifient en rien la fin de Daesh ou de ses succursales. Le groupe a continué ses attaques régulières en Irak comme en Syrie ou commis des attentats. La coalition autour des États-Unis ne se soucie même pas de sécuriser les zones d'où le groupe djihadiste a été expulsé alors que l'ouverture du camp de réfugiés et de détenus d'Al-Hol, la poursuite de la guerre, les destructions et la misère, les trahisons et reniements créent un terreau favorable à sa perpétuation. La terreur des États nourrit le djihadisme. L'EI continue de sévir au Yémen, aux Philippines, en Asie, et surtout en Afrique, où il étend ses ramifications. Au Mali vient d'avoir lieu un nouvel attentat.

Un rapport de l'inspecteur général du Pentagone sur la lutte contre l'EI soulignait, en août, que « *malgré la perte de son califat, l'EI a renforcé ses capacités d'insurrection en Irak et a repris des forces en Syrie* » alors qu'un général kurde irakien déclarait « *la question n'est pas de savoir si un nouveau conflit contre Daesh va éclater, mais quand...* ».

Dominer à travers le chaos

En réalité, ce n'est pas la préoccupation principale de Trump qui répète qu'il n'a « *pas envie de garder des soldats entre la Syrie et la Turquie pendant deux cents ans. [...] Ces gens-là se battent depuis des siècles. On s'en va. Mais nous laissons des soldats pour sécuriser le pétrole. Nous aurons peut-être à nous battre pour le pétrole, si quelqu'un d'autre le veut* ». Comme si le chaos qui règne au Moyen Orient n'était pas le résultat des sales guerres menées par les grandes puissances depuis plus d'un siècle et en particulier les USA ! Justement, pour « *ces énormes quantités de pétrole* » que Trump veut que les États-Unis « *sécurisent* ». « *Cela aide les Kurdes, car ce pétrole leur a été pris. Et cela pourrait aussi nous aider, car nous serons*

capables d'en prendre aussi » ajoute-t-il, cynique. Trump et Mark Esper, le patron du Pentagone, ont justifié le redéploiement des soldats dans l'est de la Syrie par leur volonté « *d'aider les Kurdes à contrôler les zones pétrolières et leur fournir des revenus pour garder les prisonniers de l'État islamique et nous assister dans notre mission de défaire Daech* ». Et Trump d'ajouter « *je pourrais conclure un accord avec une grosse entreprise comme ExxonMobil ou une autre superbe compagnie, pour qu'ils aillent là-bas et fassent les choses proprement* ». Laisser une misère aux peuples soumis à une guerre sans fin comme à des mercenaires sacrifiés et trahis tout en défendant les intérêts d'Exxon Mobil and Co, voilà la politique étrangère de la première puissance mondiale.

« *Je veux nos soldats à la maison, ou alors engagés dans un combat qui ait du sens* », se justifie Trump. « *Je vais vous dire qui adore le fait que nous soyons là : la Russie et la Chine. Pendant qu'elles bâtissent leur puissance militaire de leur côté, nous épuisons la nôtre sur ce terrain* ». Le combat qui a un sens pour les Etats-Unis est la lutte globale, technologique, économique, commerciale et militaire contre la Chine.

Avant lui, Barack Obama avait déjà pris acte du fait que les USA avaient perdu trop de crédit et d'argent dans des guerres aux issues désastreuses et avaient fait les premiers pas dans le sens d'un désengagement militaire graduel pour se recentrer sur la Chine et l'Asie. Il en avait fait son « pivot » en 2011. Pour le reste, c'était la politique du « *leading from behind* », diriger de l'arrière, comme il l'a fait en Libye, laissant en première ligne la France et le Royaume-Uni intervenir pour renverser Kadhafi. Il a ainsi remis en question le rôle des États-Unis au sein même de l'Otan en sommant l'Europe de prendre une plus grande part du dit « fardeau » des dépenses militaires.

Trump accentue brutalement cette politique pour combiner la politique du chaos de Bush et le désengagement d'Obama, dans une fuite en avant nationaliste, militariste, un aventurisme qui aggrave l'instabilité mondiale et accroît les risques de guerre. Trump et le capital américain ne sont pas isolationnistes, ils entendent défendre leurs intérêts dans le monde sans rien lâcher mais en sachant qu'il ne leur est plus possible de prétendre à une « Pax america » au nom de déclarations hypocrites sur la dé-

mocratie et la paix et en se préparant, au contraire, à une guerre sans fin.

La fin sans retour du leadership américain

Cette politique ne peut qu'accentuer la dégradation des rapports de forces auxquels les USA sont contraints de s'adapter. Ils ne sont pas isolationnistes mais leur politique agressive et militariste les isole. Même les superpuissances ne peuvent maintenir leur pouvoir uniquement par les agressions, les menaces et la puissance militaire. Elles ont besoin d'alliances et, au-delà des traités formels, d'influence. Les rapports entre les États ne sont pas simplement militaires ni économiques ils sont aussi politiques, surtout à l'ère du capitalisme mondialisé à travers laquelle se construit une opinion, une conscience politique internationale. Pour Trump, jouer au cowboy flatte peut-être une partie de l'opinion à l'intérieur du pays, mais les temps sont révolus où les USA pouvaient imposer leur politique au monde. Si leur armée demeure largement la plus puissante du monde, leur puissance économique ne le leur permet plus, pas plus que leur rayonnement politique et intellectuel. Ce dernier prend aujourd'hui plus le visage d'une contestation moderne, démocratique et progressiste, anti-Trump, que celui du far-west ou de l'impérialisme dominant !

Trump se considère au-dessus des lois à l'intérieur des USA comme ces derniers se considèrent au dessus du droit international comme de toutes les instances internationales qu'ils avaient eux-mêmes instituées au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Loin d'être un facteur de stabilité, ils imposent au monde des rapports fondés sur la seule et brutale concurrence économique et financière, la puissance militaire et mettent ainsi à nu la réalité du capitalisme financier mondialisé ridiculisant les déclarations euphoriques d'il y a trente ans, au lendemain de l'effondrement de l'URSS. Ils œuvrent à l'émergence d'une conscience révolutionnaire internationale. Le film *Joker* dont on retrouve les masques dans les manifestations parmi la jeunesse de Santiago, de Hong Kong en passant par Alger..., est en train de devenir leur produit d'exportation le plus apprécié dans le monde ! Le soulèvement des peuples prépare leur coopération internationale.

Yvan Lemaitre